

Articles from Tout sur la banque et le patrimoine.

Cycles économiques, Banques centrales et notions de crises

2016-06-09 16:06:22 Nizar Fassi



Le siège social de la Banque Centrale Européenne à Francfort.

A quand la prochaine crise économique d'envergure ?

Un cycle connaît toujours des soubresauts, doux ou violents. Chaque mois, toutes les six semaines plus exactement, une réunion des gouverneurs des banques centrales fait trembler les marchés et secoue les économies. Faisons le tour des propriétaires en fixant les rapports intrinsèques des différentes composantes agissantes dans les crises économiques.

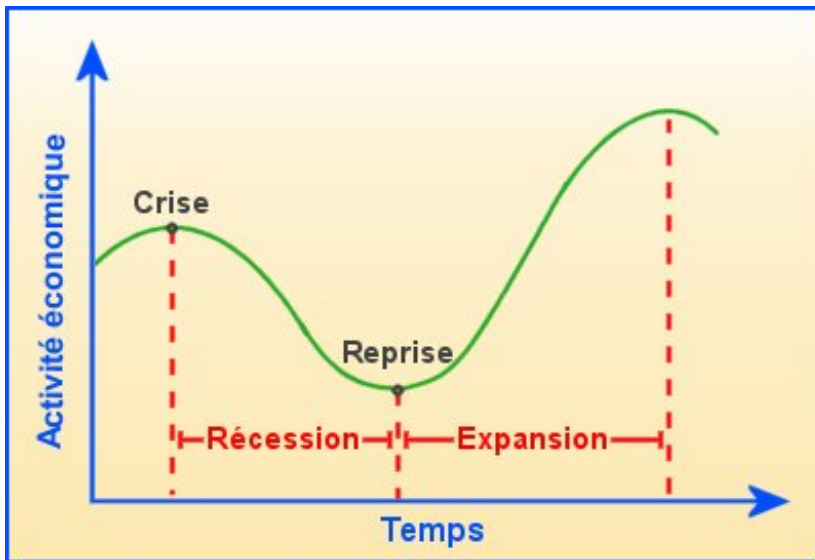
Les cycles économiques sont constitués, au cours du temps long, d'une même série d'événements se répétant sans cesse sur une période plus ou moins équivalente : création, hausse, maturité, spéculation, baisse, krach/chute, crise incluant des éléments émotionnels à chaque étape associée du processus comme enthousiasme, désir, confiance, frénésie, lassitude, doute, peur, défiance, panique, garantie, calme puis une répétition en boucle périodique de ces affects avec plus ou moins de régularité/ de précision.

Les théories économiques ont convergé pour identifier quatre formes de cycles à des périodes différentes de cyclicité :

1. le cycle économique de 40 à 60 années provenant des travaux de l'économiste Nikolai Kondratiev,
2. le cycle économique de 15 à 25 années fourni par les travaux de l'économiste Simon Kuznets,
3. le cycle économique des affaires de 8 à 10 années provenant des travaux de l'économiste Clément Juglar,
4. le cycle économique court de 3 à 4 années fourni par les études et travaux de l'économiste Joseph Kitchin.

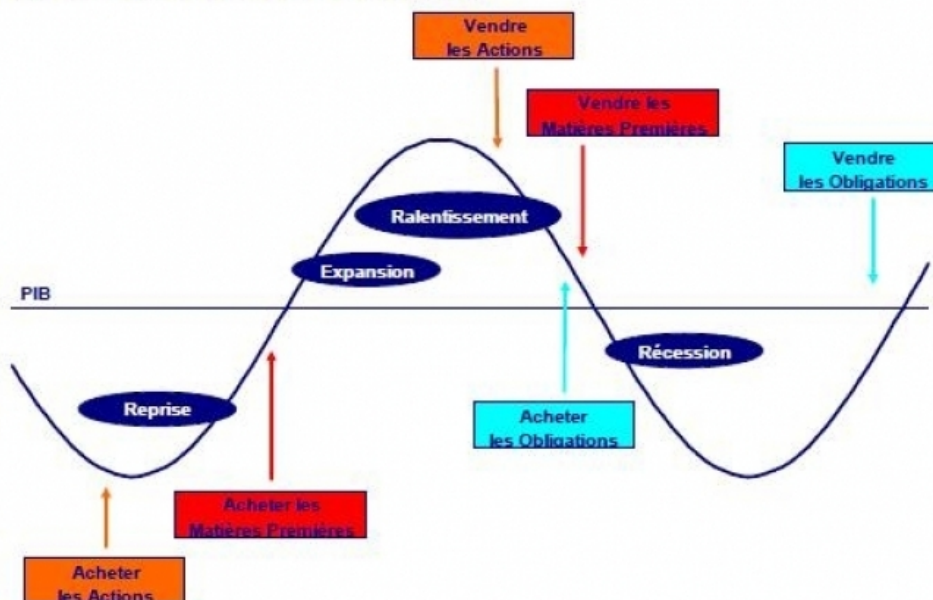
Ce modèle de récurrence économique tourne en boucle dans toute l'histoire de l'humanité. Dès 1862, l'économiste Clément Juglar a théorisé ces **cycles** via une étude détaillée sur plusieurs pays (USA, France, Angleterre) en essayant d'en observer et de démontrer les causes et les conséquences dans un objectif optimiste de prévention, de prospective et de réduction des effets par l'élaboration d'une stratégie adaptée.

Les crises mondiales de 1929, 1974, 2008, incluant de nombreuses mini-crisis intermédiaires, suivent scrupuleusement les théories classiques des cycles économiques avec les mêmes impacts sur la vie quotidienne des personnes physiques et morales : licenciements massifs et chômage, faillites, chute du crédit, cumul de dettes publiques et de dettes privées, effondrement des investissements, baisse exponentielle des échanges internationaux dans un climat d'affaires de défiance totale.



Phases successives de crise, récession, reprise et expansion économique puis répétition.

Cycle économique & Investissement



Ce schéma présente de manière simplifiée les opportunités d'investissement qui se présentent au cours des cycles économiques.

Le graphe donne une indication simplifiée du rapport entre cycle économique et les investissements en actions, obligations et matières premières.

Pour connaître la date précise, et pourquoi pas l'heure précise, de la prochaine crise financière et économique pour les apprentis prévisionnistes les plus optimistes ou les plus pessimistes, il faudra passer par quelques rondes autour des notions élémentaires de la sphère économique pour jauger, juger et arbitrer de manière autonome.

Pour cela, on dialoguera sur les banques centrales, les dettes publiques et privées, les déficits publics, les marchés boursiers, les taux d'intérêts, les taux de croissance et autres indicateurs techniques associés aux répercussions des décisions et des formes de communications de ces données sur les marchés financiers, économiques et les implications sur nos vies de tous les jours.

[Des définitions et rappels succincts en bas de l'article](#) agrémentent l'ensemble.

Une fois ce voyage express réalisé, le lecteur sera libre de naviguer et d'approfondir un long apprentissage pour devenir riche en connaissances et...en argent si vous déterminez la date du prochain krach boursier avant tout le monde (avantage statistique et concurrentiel), en sachant que cet événement, inclut dans un cycle économique classique plus global et plus long, est certain.

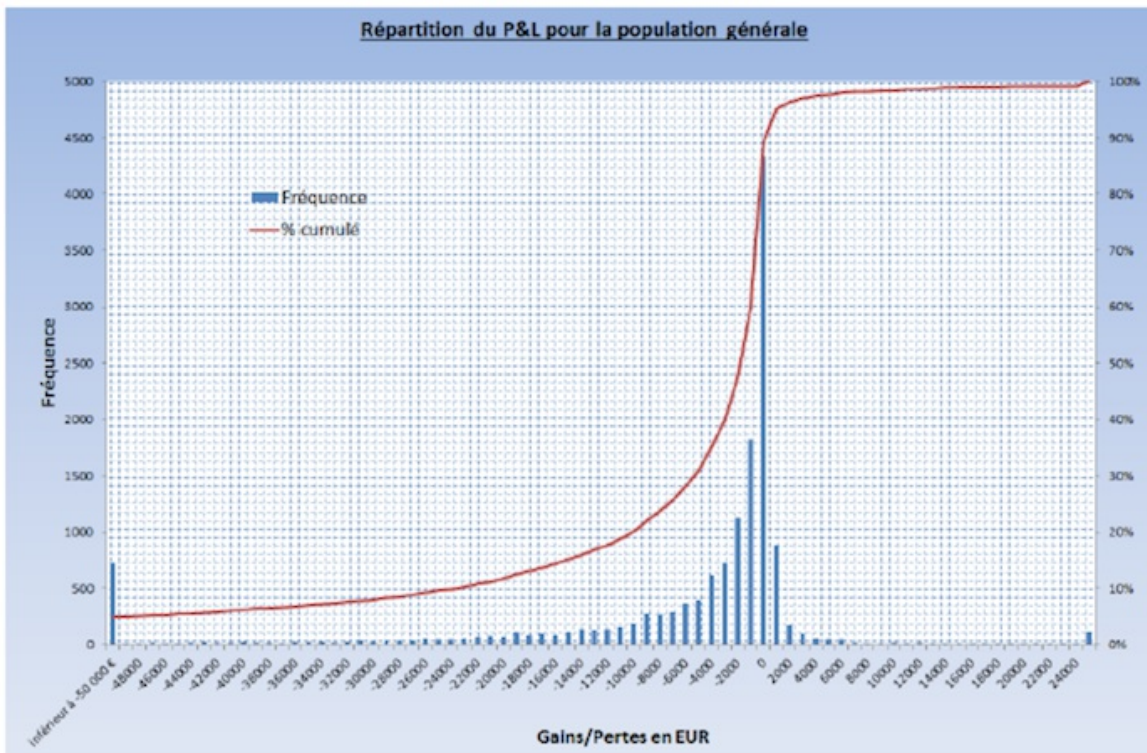
Des méthodes intuitives, déductives, analytiques, chanceuses ou par des calculs aléatoires de probabilités peuvent aider à obtenir la solution économique ou l'illusion de la solution, cette clé financière, sur laquelle peut s'appuyer les prises de décisions d'investissement à haut rendement et le placement de son argent dans des [valeurs mobilières](#) (actions, obligations) sûres à la hausse pour son cher portefeuille.

Que de promesses de richesses qui donneront accès au bonheur économique sur Terre : l'argent ! On dirait un message marketing concocté par une division marketing de sociétés du Forex/bourse ou d'autres propositions, à la limite de la tentative d'escroquerie et d'arnaque, qui vous promettent l'ouverture et le déverrouillage des portes du paradis à coût de crédit presque gratuit...

Le [Forex](#), par sa taille, sa suprématie, sa transparence forcée, sa régulation moindre et sa mondialisation sur les marchés représente un indicateur puissant et fiable pour suivre l'évolution des comportements boursiers, économiques et neuroéconomiques ainsi que les tendances de toutes sortes.

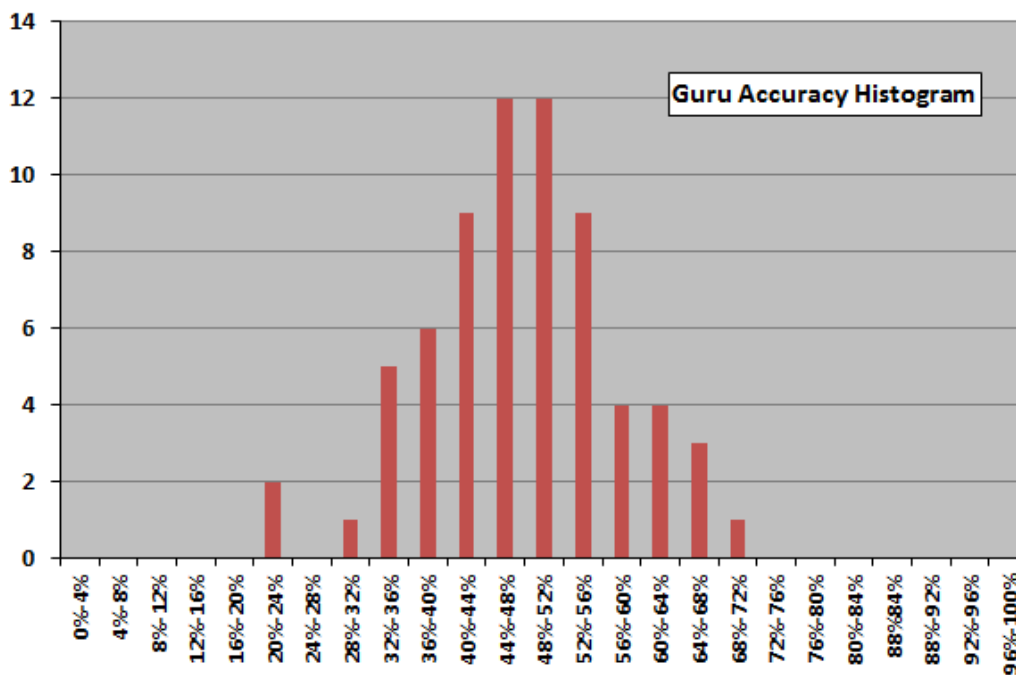
Quelques chiffres :

- [90 % des investisseurs perdent de l'argent sur le plus grand marché boursier du monde, celui des changes, des CFD\(dérivés\) et des devises \(= Forex = Foreign Exchange qui est une place d'échanges/de trading de devises et autres actifs de gré à gré avec plus de 5300 milliards de dollars en transactions par jour, soit plus de 10 fois le PIB mondial chaque année selon la Banque de règlements internationaux.\) selon une étude et une enquête détaillées, réalisées par l'Autorité des marchés financiers en France sur un échantillon extrêmement large de profils \(14799 investisseurs clients sur 4 années\). Les spéculateurs qui utilisent l'effet de levier sont à 90 % à perdre ;](#)



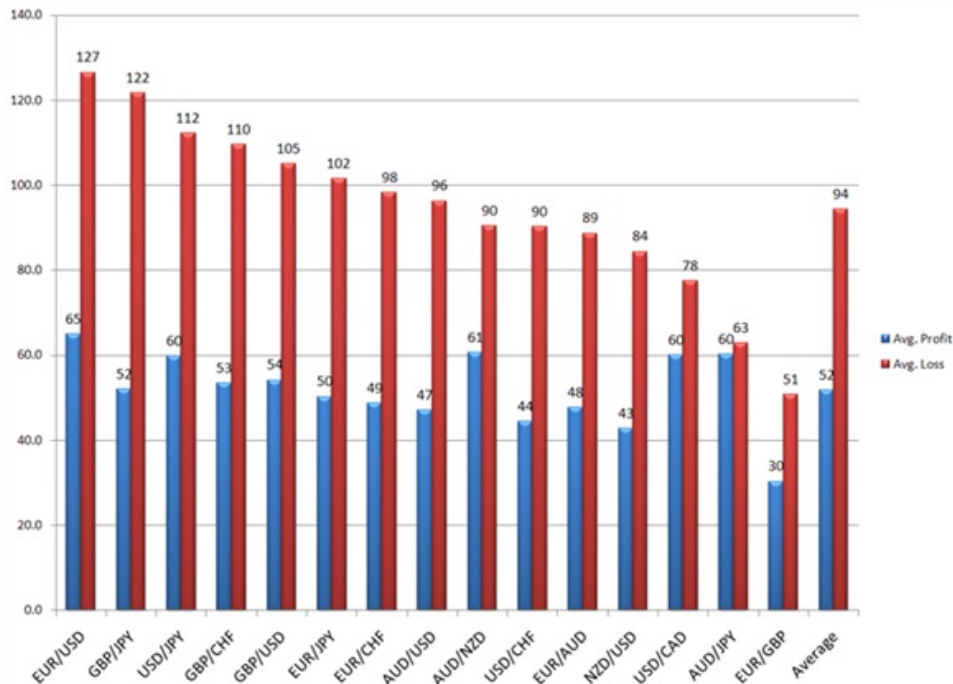
Risques des pertes/profits au Forex et dérivés CFD. La courbe en rouge indique nettement une fréquence cumulée de pertes élevée (90 %).

- Une étude détaillée de recherche financière et boursière CXO Advisory a montré que jouer à pile ou face pour un particulier ou un professionnel était plus sûr (50 % de chances de gain) que de suivre les conseils d'experts influents et de gourous blindés de diplômes (47 % de chances en gain en moyenne). L'échantillon a été fait sur 6582 fiches prévisionnelles analysées provenant de 65 experts reconnus de Wall Street sur une période relativement longue de 7 années.



Le graphique indique des prévisions fausses à plus de 50 % des 68 experts analysés de Wall Street par cette étude. Les détails sont à lire en anglais sur cxoadvisory.com/gurus/

- 95 % des investisseurs perdent sur le marché des devises et des changes. Les chiffres sont assez proches pour les bourses classiques. Les biais cognitifs et les perceptions (psychologie sociale) représentent une cause essentielle aux pertes (illusion, excès de confiance, appât du gain, orgueil, ego surdimensionné, inexpérience et débutant, incompetence et formation rudimentaire, addiction aux jeux d'argent et de hasard, espérance, facilité et immédiateté d'un accès rapide à la fortune et à la gloire...).



Average gain (in blue) and Average loss (in red); Taken from [The Number One Mistake Forex Traders Make](#)

Le graphe en rouge indique nettement un potentiel de pertes élevé sur le plus grand marché financier de gré à gré au monde, le Forex. La moyenne de 95 % en probabilité de perte est un chiffre terrible.

Pas d'inquiétudes à avoir, vous ne trouverez, ici, aucune sollicitation et suggestion de ce type ou d'un autre. Les puristes économistes le savent trop bien : cette science « propre et pauvre » est en service explicatif de la science « sale et riche », la finance.

Que de manichéisme ! (doctrine qui divise le monde en deux parties : les bons et les mauvais, les gentils et les méchants).

Soyons optimistes : n'hésitons pas à user et à utiliser des techniques marketing innovantes et agressives pour susciter de la curiosité et partager gratuitement et bénévolement la passion de l'économie, sans aucune pression, en franchise, en humilité non feinte et en assumant l'imperfection sans regret.

Sur cette publication, vous trouverez des chiffres, des statistiques, des courbes, des graphiques, des faits, des actes, des évidences, des vérités, des contre-vérités, des idées subjectives et objectives et des objets conceptuels agrégés pour essayer de tendre vers une compréhension de ce bruit économique à disséquer.

Sachez qu'avec des données aussi factuelles et chiffrées qu'elles soient, même avec les versions simplifiées dites en coloriage en graphes et autres jolies infographies, on peut conclure et observer uniquement des tendances ou des sentiments d'évolution sans rien démontrer du tout.

On ne cherchera donc pas à démontrer ni à convaincre quoi que ce soit ou qui que ce soit.

Contrairement aux idées reçues, les agrégats informationnels ne constituent pas des preuves absolues ou des démonstrations certaines à articuler, à arranger et à présenter au public de manière ordonnée, cohérente et logique puisqu'on omettra, consciemment ou inconsciemment, de bonne foi ou de mauvaise foi, un ensemble d'éléments informationnels et de connaissances contextuelles.

Si vous êtes un rédacteur, un blogueur, un journaliste, un décideur, un professeur si vous le souhaitez, vous pouvez partager l'article ou piocher dedans en nous citant pour gratifier et récompenser 30 heures de travaux à la chaîne pour un gain assumé et anticipé de 0 euro.

Economiquement, on peut dire que cette production est à perte totale sur le plan financier. Le gain non financier, c'est-à-dire le gain émotionnel incluant la fierté, la surestime de soi, l'ego, l'orgueil...est quasi inexistant pour les personnes qui écrivent ces lignes.

Continuons, en partant constamment d'un principe simple : on ne sait rien et on ne sera jamais rien malgré toutes les informations abondantes lues et décryptées chaque jour. L'être humain est limité et faillible : il manquera toujours un renseignement, une connaissance, un fait ou un chiffre pour bien penser, bien croire ou bien décider.

Si on devait créer, par souci d'ordre, de sécurité psychologique et de besoin d'autorité, une classification des meilleurs analystes, économistes, investigateurs, professeurs, journalistes, investisseurs, internautes savants et experts, chacun, par excès de confiance lié à nos biais cognitifs/nos illusions, se sentira évidemment le premier ou le meilleur ou souhaitera le devenir même si la probabilité de survenance d'un tel événement est quasi nulle.

Des chiffres :

- 95 % des professeurs qu'on interroge se sentent les meilleurs dans leur propre discipline,

Explication : la confiance excessive est un biais comportemental/une illusion incluant des confusions dans les définitions (être bon dans sa discipline ne signifie pas être le meilleur),

- 82 % des conducteurs américains sont persuadés d'être parmi dans les 30 % des meilleurs automobilistes (cette statistique peut se généraliser, sans trop de difficulté, partout dans le monde) ,

Explication : l'excès de confiance se vérifie sur la route également,

- 19 % des ménages américains sont persuadés figurer parmi le 1 % des ménages les plus riches,

Explication : la surestimation de ses performances, l'ego surdimensionné et du manque de vérifications ont la peau dure,

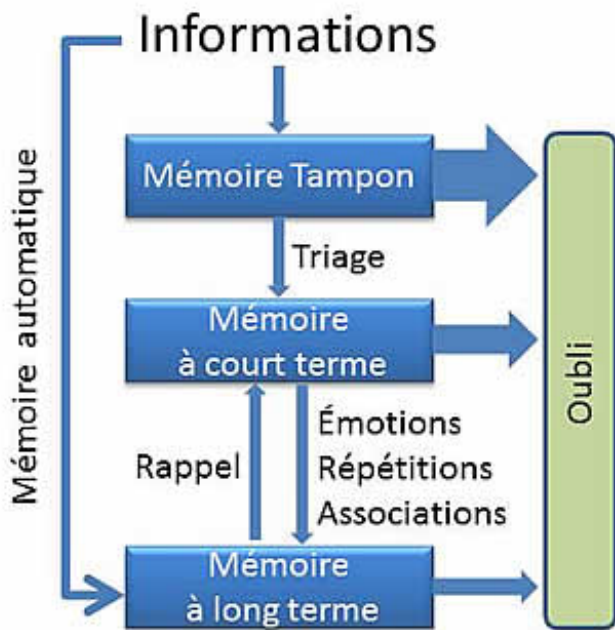
- 15 % des paris des bookmakers sont justes s'ils reçoivent 5 informations/renseignements/conseils utiles. Une large étude montre que le chiffre de 15 % des paris justes des bookmakers ne varient pas s'ils obtiennent 20 ou 40 informations, renseignements ou conseils utiles. La hausse du nombre de connaissances et des informations n'augmente pas la probabilité de justesse des paris des bookmakers.

Explication : une forte augmentation d'informations et de connaissances n'implique pas forcément une hausse de nos capacités d'analyse, de nos possibilités prédictives et de nos compétences. Il faudra réaliser un tri drastique entre les informations utiles et inutiles (pour éviter les renseignements polluants et bruyants).

En économie, la lucidité, le réalisme et le pragmatisme sont des outils aussi importants que la créativité, l'imagination, le rêve, le savoir et le savoir-faire pour réussir modestement ses projets quels qu'en soient le cap, la nature et la taille.

A notre cerveau reptilien de trier, de sélectionner rigoureusement, d'agencer, de calculer et de simplifier au maximum les données de renseignements économiques et financiers en confrontant des idées contradictoires vraies ou fausses, glanées à droite à gauche, pour décider seul, toujours seul car votre

collègue, votre conseiller bancaire, vos sources informationnelles d'inspiration ou vos proches, même si vous les appréciez fortement, et que ce sont forcément des gens formidables et intelligents, et que vous ressentez une émotion naturelle de confiance envers eux, seront probablement moins présents lorsqu'un coup dur financier surviendra.



Trier et conserver les informations économiques et autres renseignements reçus par notre cerveau, l'organe sensoriel dans lequel tout se passe.

45 minutes de réunion de l'autorité monétaire de la [BCE](#), acronyme de la Banque Centrale Européenne, organisme gérant le flux monétaire en zone euro, suffisent à modifier énergiquement les graphes des bourses mondiales et à insuffler de l'optimisme ou du pessimisme, au libre choix de la pression conjoncturelle ou de leurs humeurs du moment.

Le moindre mot prononcé est scruté et disséqué par les investisseurs et les suiveurs pour essayer de détecter un signal fort ou faible sur la santé actuelle et future de nos économies.

Les conversations des directeurs de banques centrales siégeant à la table de Francfort – siège de l'institution BCE – aboutissent à des prises de décisions concrètes sur la politique monétaire européenne incluant :

- des analyses synthétiques des données économiques en macroéconomie et en microéconomie sur les différentes zones géographiques ;
- des ajustements et réglages des taux d'intérêts interbancaires en fonction des données d'inflation, des marchés de l'emploi, des taux de croissance et des prix de l'énergie ;
- de penser, d'appliquer et de communiquer une stratégie massive d'achats ou de ventes d'actifs, dont des actions et des obligations, sur les marchés ;
- d'impulser une influence sur les [agents économiques](#) et une capacité d'anticipation de leurs actions pour décider et communiquer sur une politique restrictive ou accommodante qu'on énonce, souvent, sous l'expression rébarbative de politiques utilisant des outils monétaires non-conventionnels ;
- d'agréger et d'amortir les poussées fiévreuses de nombreux groupes de pression aux exigences et aux intérêts contradictoires.

Les dialogues des administrateurs de la Banque Centrale Européenne s'articulent pour expliquer et

convaincre, le plus simplement possible, à un large public d'initiés et de spécialistes sur la situation de l'instant et des perspectives en déployant des séries de mesures, présentées comme efficaces et concrètes, pour agir, réagir et rassurer.

Face à la dictature de l'instantané, effet miroir de la volonté légitime d'une communauté humaine à vouloir résoudre les nombreux problèmes sociaux-économiques rapidement, l'organisme a dû évoluer dans ses activités en passant, tour à tour, toutes les lignes interdites pour satisfaire le pragmatisme de l'immédiateté.

Le mandat des banquiers centraux est passé, au cours d'un laps de temps relativement rapide, de la maîtrise du taux d'inflation, du contrôle des taux d'intérêts et des masses monétaires au sein de la zone euro à des rachats massifs de titres obligataires d'entreprises, des rachats de dettes publiques, d'organes régulateurs des banques privées et quasiment de financement direct des ménages.....

Sous la forme d'une boutade, les internautes avertis n'hésitent pas à surnommer les présidents des banques centrales, sous des sobriquets tels que « hélicoptère money », « super mario », « pompier pyromane » comme pour mieux souligner la **convergence** contradictoire des univers du jeu vidéo, espace virtuel par excellence, dans lequel le joueur aux manettes ne prend aucun risque et tire du plaisir, **avec** le pilotage réel des activités risquées, ancrées dans la dure réalité des responsabilités des banquiers centraux.



Influence des programmes d'achats d'actifs QE de la Banque Centrale Américaine Fed sur l'évolution des marchés financiers (SP 500). Le graphe indique une évolution favorable sur les cours des 500 plus grandes entreprises cotées aux USA à chaque annonce informationnelle d'un QE (Quantitative Easing ou achat d'actifs) de la Fed.

N'est-on pas en petite crise structurelle permanente en attendant une crise brutale conjoncturelle ?

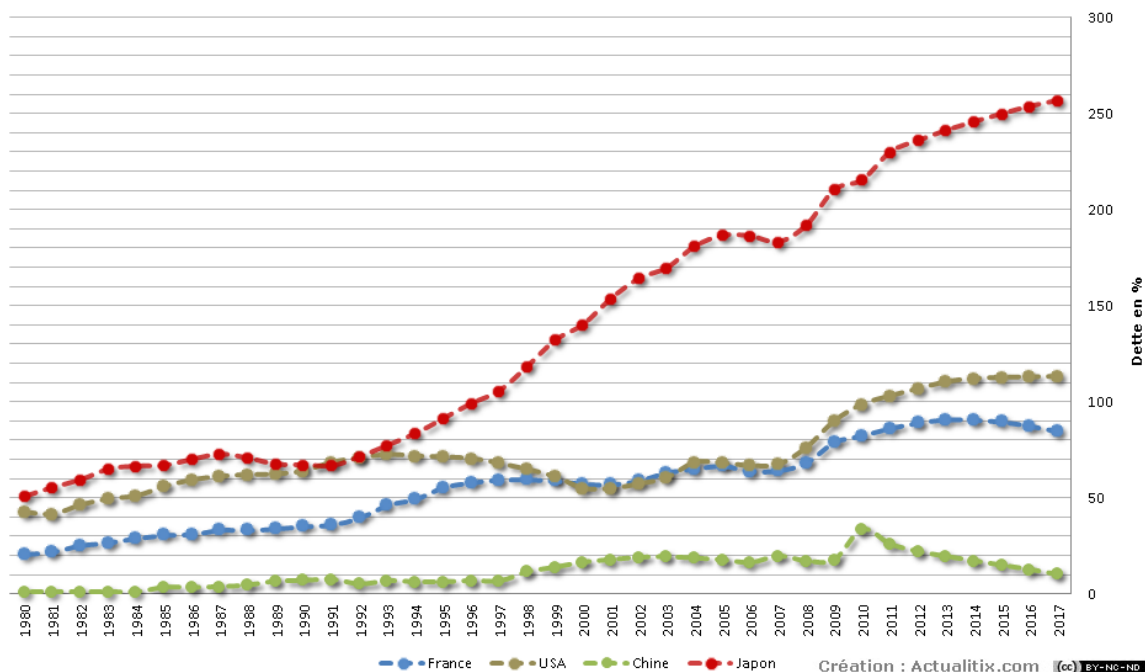
Les déclinistes, surnommés « les pessimistes » dans le meilleur des cas, parfois les « populistes » ou « démagogues », le crient, matin, midi, et soir, c'est une crise permanente larvée en attendant le grand **krach**. Illusion, fantasme, sensationnalisme ou réalité ? Quels sont les arguments invoqués ?

La mécanique argumentaire est bien huilée et ne manque pas de piments rationnels et émotionnels (le sentiment en économie est une forme particulière d'irrationnel) :

- des taux d'intérêts courts et longs trop bas sur une période longue, du jamais-vu dans l'histoire économique ;

- des taux d'inflation étonnamment trop bas sur une période longue sans que des explications claires et précises soient apportées sur cet étrange phénomène par les experts ;
- un bombardement de monnaies sonnantes et trébuchantes par les banques centrales vers les banques et les marchés sans réel impact sur l'économie réelle (taux de croissance moribonds, taux de chômage élevés, taux d'inflation faibles en paradoxe avec l'avalanche de cash ...) ;
- une cyclicité évidente des périodes de développement, de stabilité et de crises ou, si l'on préfère une autre dialectique, des alternances de bon sens des baisses et des hausses au cours d'un temps long. La phraséologie du krach approchant et de la grande dépression/récession est utilisée abondamment, à tort ou à raison ;
- une méfiance, voire une peur, à raison ou à tort, des interactions et des compétitions/des guerres économiques internationales, toujours plus intenses et rapprochées obligeant des populations naturellement angoissées à s'adapter à un environnement changeant, instable et incertain ;
- Une dette publique, incluant la dette intérieure et la dette extérieure, des pays en croissance vertigineuse en moyenne.

Quelques graphiques illustrant le système argumentaire des pessimistes/réalistes :



L'évolution des dettes publiques des USA, de la France, Japon et Chine en pourcentage du PIB. On remarque assez clairement que le stock de dettes, même indexé au PIB, évolue dangereusement à la hausse sur le très long terme (à partir de 1980) . La dette publique du Japon, en courbe rouge sur le graphique, est incontrôlable.

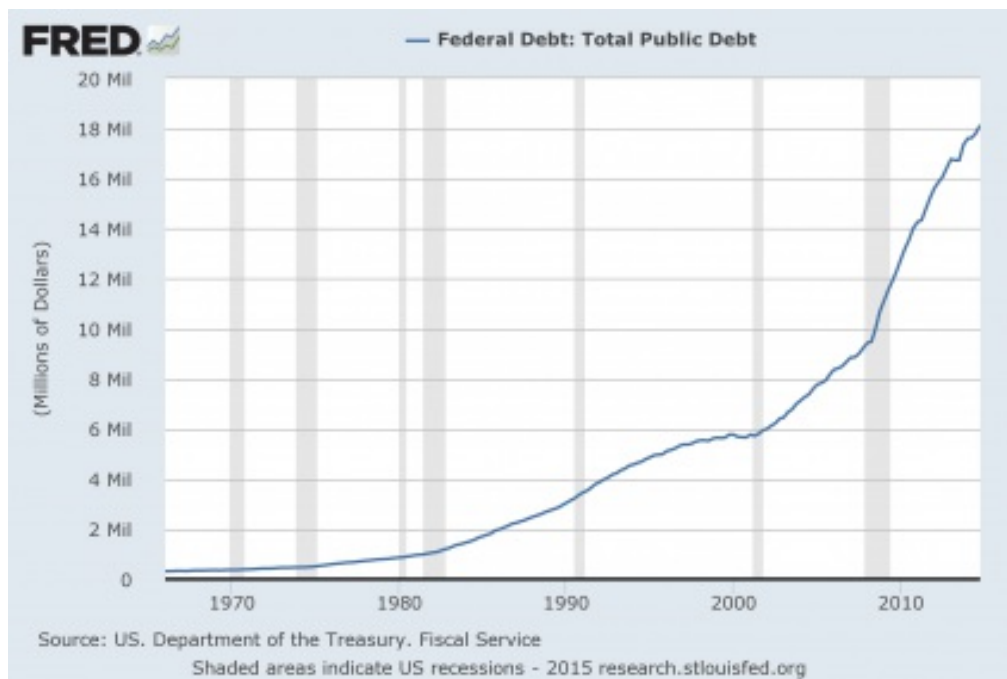
Citation de la Banque Centrale de la République Populaire de Chine :

« 周小川行长表示，中方高度重视基金组织的作用，愿与基金组织就全球和中国金融的热点问题保持密切沟通。 利普顿表示，本次磋商期间，人民银行等中方各部门与基金组织就中国经济前景、改革进展、未来挑战等问题 开展了深入而富有成效的会谈。 未来，基金组织愿与人民银行进一步加强合作，为中国经济的成功转型提供支持。 »

Comprendre cette citation de la PBC (People's bank of China) : Le gouverneur de la Banque Centrale de Chine souhaite coopérer pleinement avec le Fonds Monétaire International pour la stabilité et le développement économique incluant le contrôle des dettes publiques, des échanges coopératifs avec les pays débiteurs et créanciers, et des dialogues constructifs sur les politiques de taux de change.

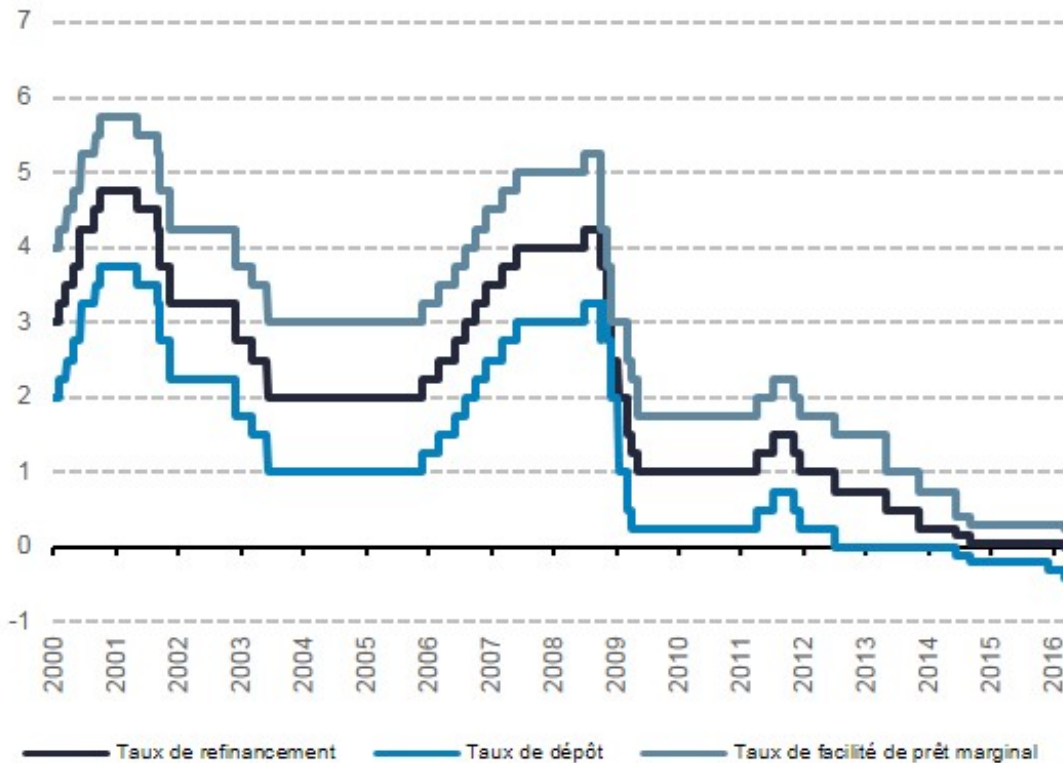
Rappel : La Banque Centrale chinoise s'est créée dès 1948 et devenant plus centralisée en 1983. La Banque Centrale de la République Populaire de Chine a pour compétence la régulation du système

bancaire, les niveaux de taux de change, le suivi du taux d'inflation, le développement des statistiques financières, le conseil économique et les émissions de sa monnaie le yuan/renmibi.



L'évolution exponentielle de la dette publique américaine au cours du temps. Des années 60 jusqu'à ce jour, le graphique indique une tendance explosive de hausse de la dette publique américaine.

Graphique 1 Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne



Source : Bloomberg

L'évolution des taux directeurs de la BCE au cours d'un temps long. Les taux directeurs de la FED et des autres banques centrales suivent à peu près la même évolution que ce graphique. Les courbes des taux de refinancement, taux de dépôt et taux de facilité de prêt marginal se « superposent » pour former un taux convergent « unique » : le taux d'intérêt directeur. Il suit une évolution directive liée aux exigences de la conjoncture économique, aux besoins et demandes de l'instant des banquiers centraux et autres agents économiques.

Citation de la présidente de la Banque de Russie :

« На наш взгляд, нет необходимости вводить какие-либо ограничения или обязательной продажи в настоящее время. »

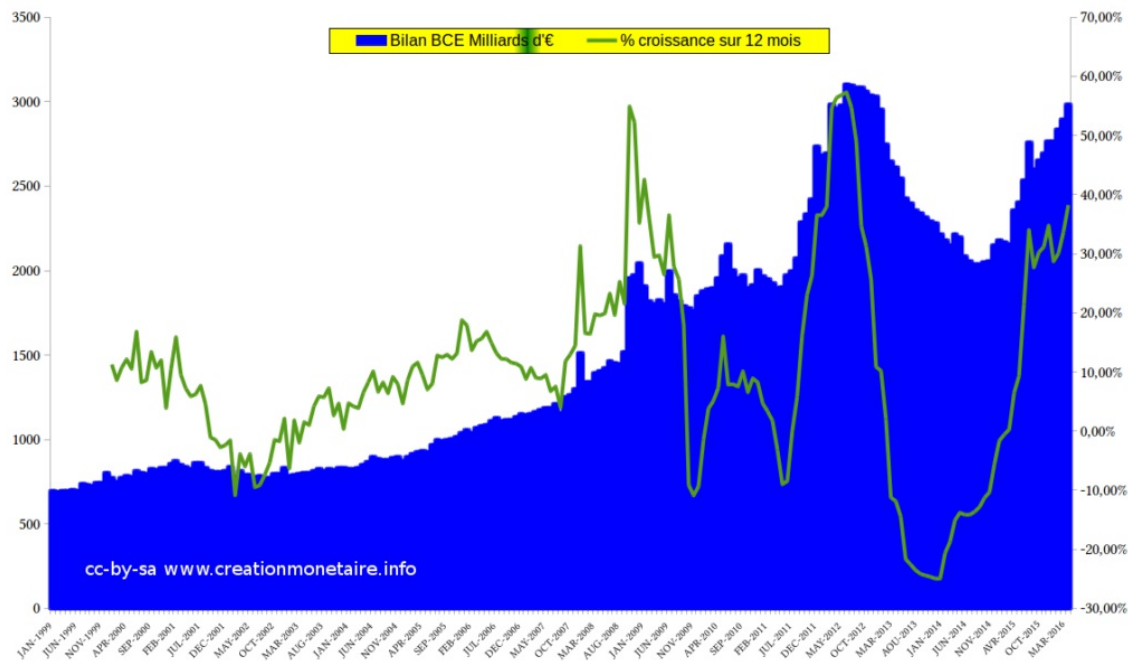
Signification : La présidente, brillante économiste, sous-entend que les mouvements des devises et la situation économique sont sous contrôle, et qu'aucune nouvelle mesure d'envergure, et non à la marge, est nécessaire, ni sur les taux directeurs ni sur le taux de change.

Rappel : Depuis la chute du mur de Berlin, une transformation rapide des entités de régulation monétaire en découla.

La Russie a constitutionnalisée l'autorité de régulation et d'émission monétaire en l'intégrant dans les articles 22 et 75 de sa Constitution.

Il en résulte la création d'une entité indépendante pour réguler le rouble sur le territoire de la Fédération de Russie et partout dans le monde.

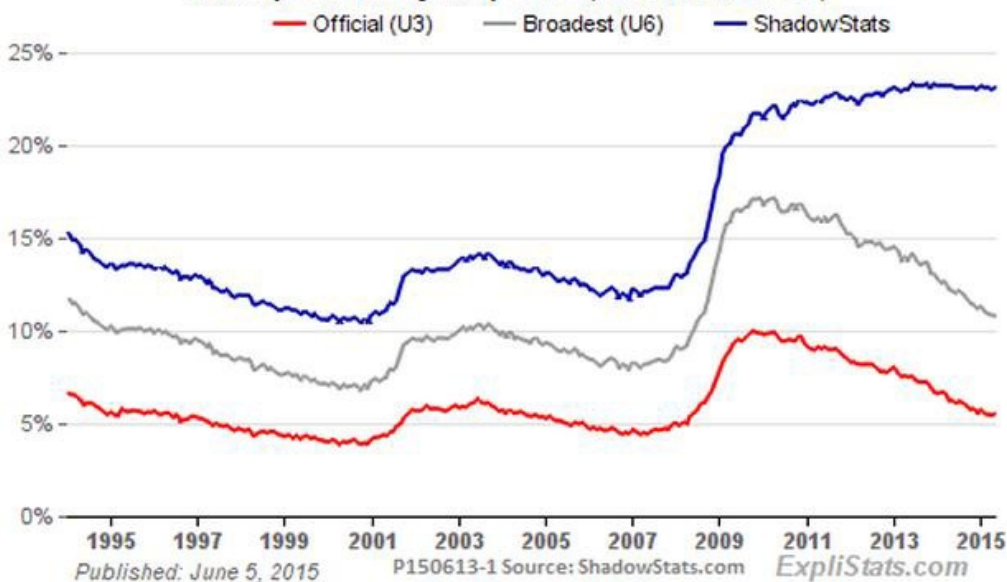
La Banque centrale de la Fédération de Russie (nommée également Banque de Russie) exerce, en toute responsabilité et souveraineté, ses décisions en matière de taux d'intérêt directeur et interbancaire.



L'évolution du bilan de la BCE au cours d'un temps long. L'interventionnisme et les engagements de la Banque Centrale Européenne, parfois aléatoires, croît fortement sur les marchés financiers et économiques depuis sa création en 1998 jusqu'à nos jours.

Unemployment Rate - Official (U-3 & U-6) vs ShadowStats Alternate

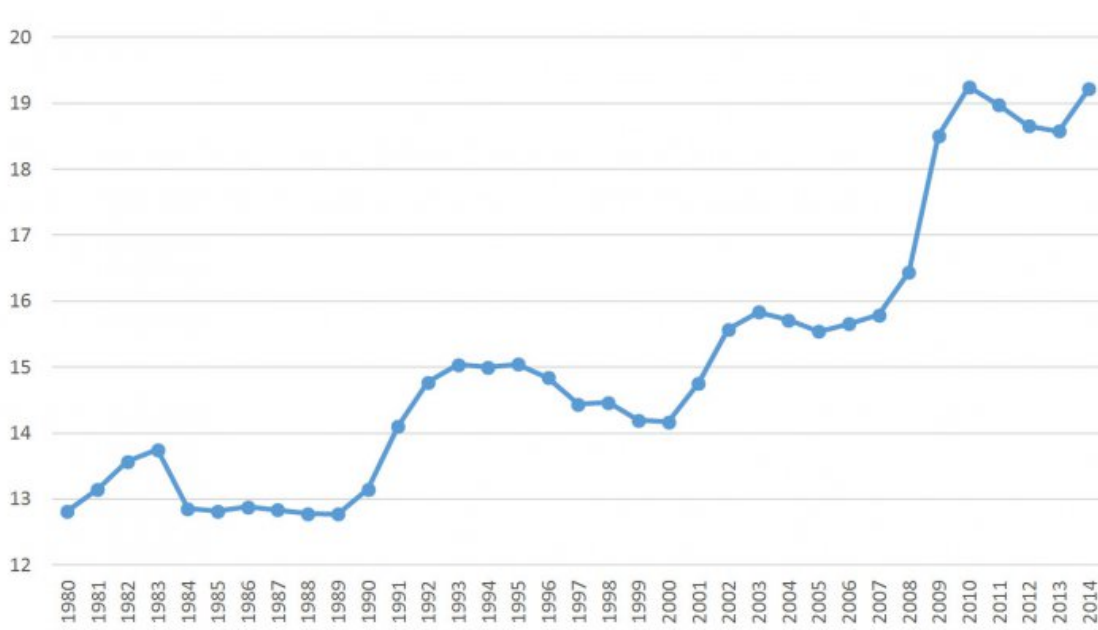
Monthly SA. Through May 2015 (ShadowStats, BLS)



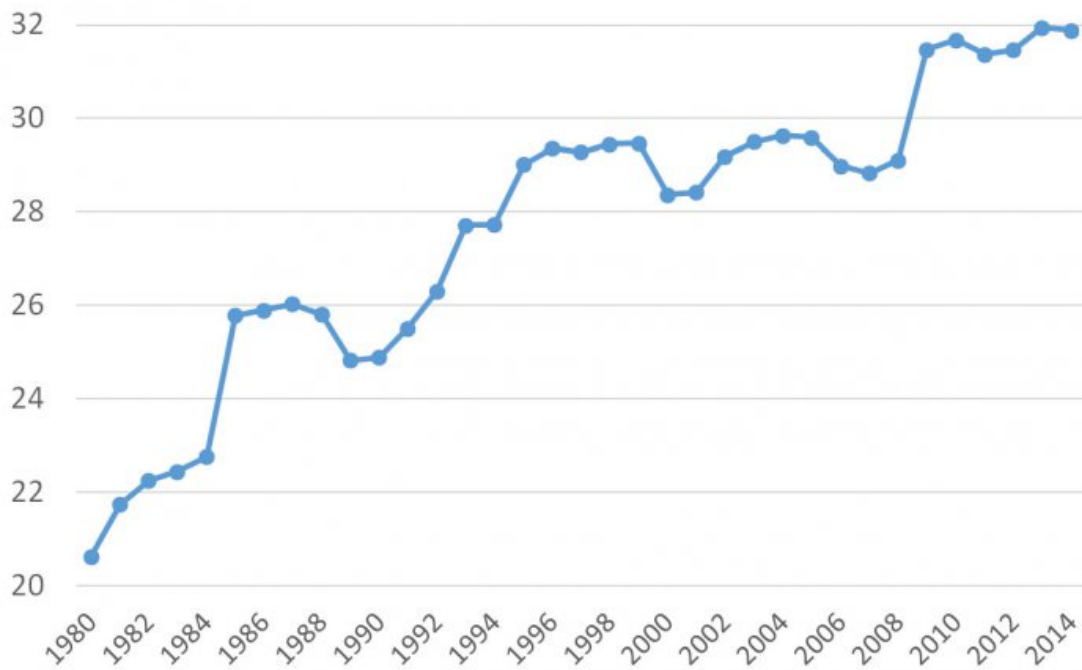
Les évolutions des taux de chômage officiels et officieux aux USA sur une longue période. La méthodologie et les définitions de comptabilisation des chômeurs ont toujours été des sujets polémiques et sensibles au sein de chaque pays offrant un boulevard à des comptabilités statistiques alternatives souvent moins optimistes que les données officielles : on parle alors de l'univers du shadow pour décrypter ces phénomènes particuliers qui collent au « réel » (chômage souterrain/chômage fantôme ou économie parallèle).

Explication : Cette citation définit la pensée Churchillienne de l'institution financière indienne qui est la rigueur, le labeur, le sang, les larmes et la sueur incluant une maîtrise de la gestion des dépenses publiques, de la dette publique et un contrôle sur le taux d'inflation.

A savoir sur la Banque Centrale de l'Inde : Elle a commencé à exercer ses compétences dès 1935. Elle est nommée Réserve Fédérale de l'Inde. La gestion de la Roupie Indienne est son principale pouvoir à travers sa politique de fixation du taux d'intérêt directeur, des émissions de monnaie et d'influence sur la sphère économique (emploi, dette...).



L'évolution des dépenses sociales aux Etats-Unis d'Amérique sur une longue période. Des années 1980 jusqu'à ce jour, on constate une explosion des dépenses sociales aux USA, cette fédération de 50 Etats converge, pas à pas, vers le modèle social français et européen.



Les dépenses sociales en France en évolution sur une longue durée. Une tendance qui voit les prestations sociales s'envoler.

La médiatisation croissante, la transparence grandissante et la disponibilité à profusion des informations économiques des banquiers centraux, autrefois confidentielles et réservées aux seuls cénacles des savants, alimentent aisément un décor social anxiogène et favorise un climat économique contradictoire.

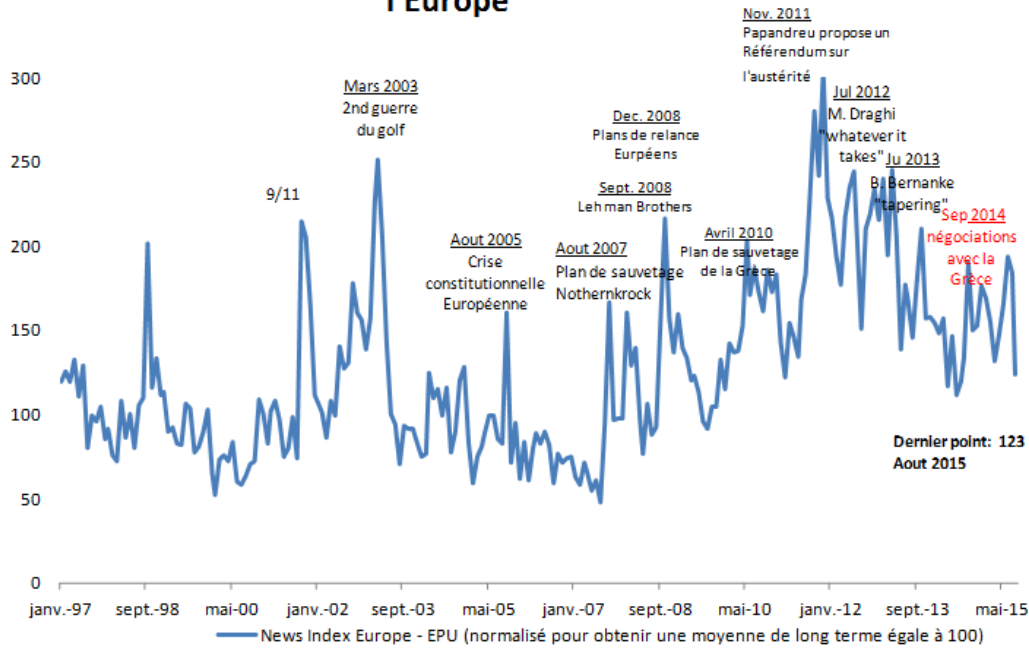
L'intense communication monétaire des dirigeants des banques centrales, de Jean-Claude Trichet, Mario Draghi à Janet Yellen, en passant par l'ancien directeur de la réserve fédérale américaine Ben Bernanke, et les suivants a pris un tournant particulier et constant : la création centralisée de mécanismes puissants de transmission de potentiels de croissance et de décroissance.

Le doctorant Matthieu Picault, enseignant et chercheur économiste à l'Université d'Aix-Marseille, a mis en évidence, dans sa thèse de recherche en 2015, intitulée [The ECB Forward Guidance : Effets on Expected Interest Rates](#), le rapport intime entre l'évolution exponentielle de la communication médiatique des institutions monétaires de la planète et le développement accéléré des opportunités en croissance et en crise.

L'économiste a identifiés des cycles de crise conjoncturelle de plus en plus rapprochés et brutaux comme si les nations avaient basculé dans une sphère accélérée, suivant le rythme effréné des médias et des réseaux sociaux.

Pour survivre, une adaptation naturelle et une éducation financière se forment dans la gestion publique et médiatique des économies en se cristallisant autour d'une création d'entités techniques de régulation et de contrôle disciplinaire.

Indice d'incertitude de politique économique pour l'Europe



Source: <http://www.policyuncertainty.com/>, BSI Economics

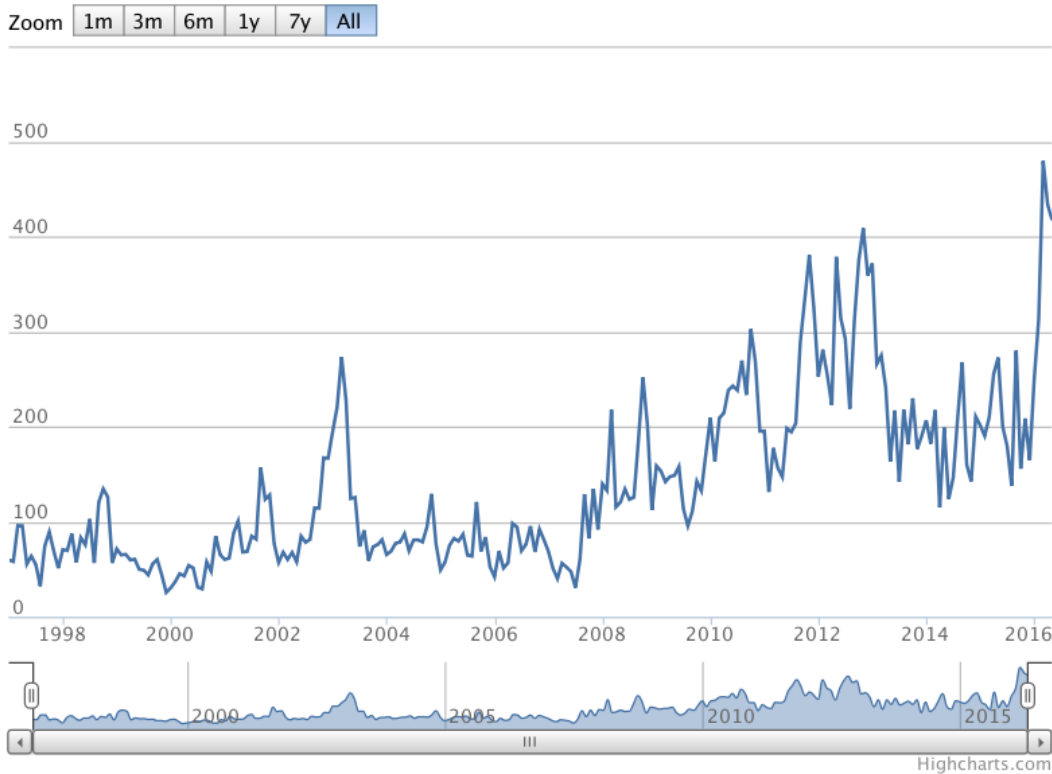
L'indicateur EPU sur l'incertitude économique et la communication par la presse.

Le graphique présente l'évolution d'un indicateur économique EPU au cours du temps, créé par les économistes [Scott R. Baker](#), [N. Bloom](#) et [Steven J. Davis](#) en 2012, qui permet de fournir une tendance sur l'incertitude économique et l'instabilité financière sur 14 pays développés (dont les 13 plus développés au monde) via 3 composantes principales :

- les occurrences sur la presse et les médias des mots clés et expressions les plus anxiogènes comme « crise », « incertitude »... dans chaque pays, une fois par mois (c'est le paramètre principal de l'indice),
- le niveau des dispositions de fiscalité, en montant, qui va expirer chaque année, principalement aux USA mesurant l'évolution de l'instabilité fiscale et économique. Cette donnée est obtenue via la consultation des publications du bureau du budget du Congrès américain,
- les mesures de l'écart-type entre les consensus des experts économistes et les données macroéconomiques notamment sur les dépenses des collectivités, les dépenses de l'état-fédéral, les dépenses des états principalement aux USA.

L'indice EPU est l'acronyme de Economic Policy Uncertainty donne une vue globale de l'évolution des incertitudes économiques, principalement grâce à sa composante « presse » sur les 14 pays les plus développés, même si cela reste qu'une approximation empirique manquant de données (des réseaux sociaux, médias plus larges à l'étude.....).

Monthly UK Economic Policy Uncertainty Index



L'indice d'incertitudes économiques en Grande-Bretagne.

Voici ce que donne l'indice EPU d'incertitudes économiques sur la Grande-Bretagne, où l'on peut remarquer l'explosion du graphe à la hausse à l'approche d'événements stressants ou instables (comme ce fût le cas pour le référendum sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne dans l'année 2016).

Continuons notre tour d'horizon.

Sous la pression d'une intense communication multidirectionnelle, le besoin d'ordonnement et d'ordres des processus font apparaître :

- la création d'agences de surveillance spécialisée ;
- la formation de fonds d'urgence ;
- le durcissement des règles et homogénéisation des législations ;
- l'intensification des dialogues et échanges de renseignements face à la montée des opportunités et des risques croissants ;
- le développement tous azimuts de liens forts entre les agences de communication, les sociétés de e-réputation, les médias sociaux et les établissements publics.

Les crises et les opportunités mutent et sont polymorphes : elles apparaissent, se propagent, se développent et se transforment par le biais de voies communicationnelles dont la principale fonction utilité réside dans le transport des flux et leur amplification à destination d'une société en cours d'évolution rapide.

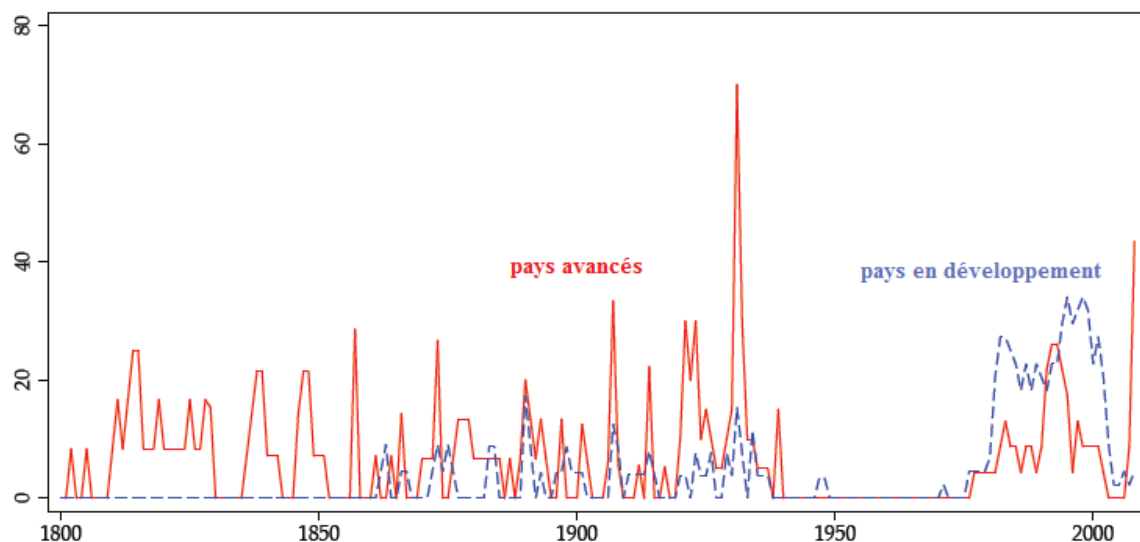
La compilation d'analyses et de recherches empiriques ont permis d'obtenir une compréhension facilitée des phénomènes de survenance de crises. En 2001, les économistes Michael Bordo et Al définissent, dans une étude remarquée (publication de politique économique « Is the crisis problem growing more severe ? »), une crise financière comme :

« Definition : A financial crisis is an episode of financial market volatility marked by significant problems of illiquidity and insolvency »

among financial-market participants and/or by official intervention to contain those consequences. »

Traduction et explication : Une crise financière correspond à des périodes importantes de volatilité sur les bourses associées à d'importants problèmes d'insolvabilité et de défauts significatifs de liquidités des intervenants des marchés financiers ou/et par l'interventionnisme des gouvernements pour contenir et atténuer les répercussions.

Les travaux du professeur Alan Taylor en 2015, non pas le réalisateur de la série télévisée Game of Thrones et du film Terminator Genesys, mais bien l'économiste Alan M. Taylor de l'université de Californie Davis aux Etats-Unis d'Amérique, ont essayé de contribuer à mettre en évidence des liens entre les crises financières et les impacts sur les données macroéconomiques de différents pays incluant les anomalies et les dysfonctionnements.



Les crises financières dans le monde depuis 1800. Le graphique montre le pourcentage de pays ayant eu un commencement de crise financière chaque année à partir de l'année 1800. En rouge, les pays développés et en bleu les pays en voie de développement.

Alan Taylor a constaté, en utilisant les recherches de Bordo et al, que les crises financières sont relativement peu courantes. Il considère que les cycles économiques, incluant expansion et récession puis répétition, ont une durée moyenne de 7,5 années (tous les 5 à 10 ans pour une crise économique) alors que les cycles financiers ont une durée moyenne de 17,5 années (tous les 15 à 20 ans pour une crise financière).

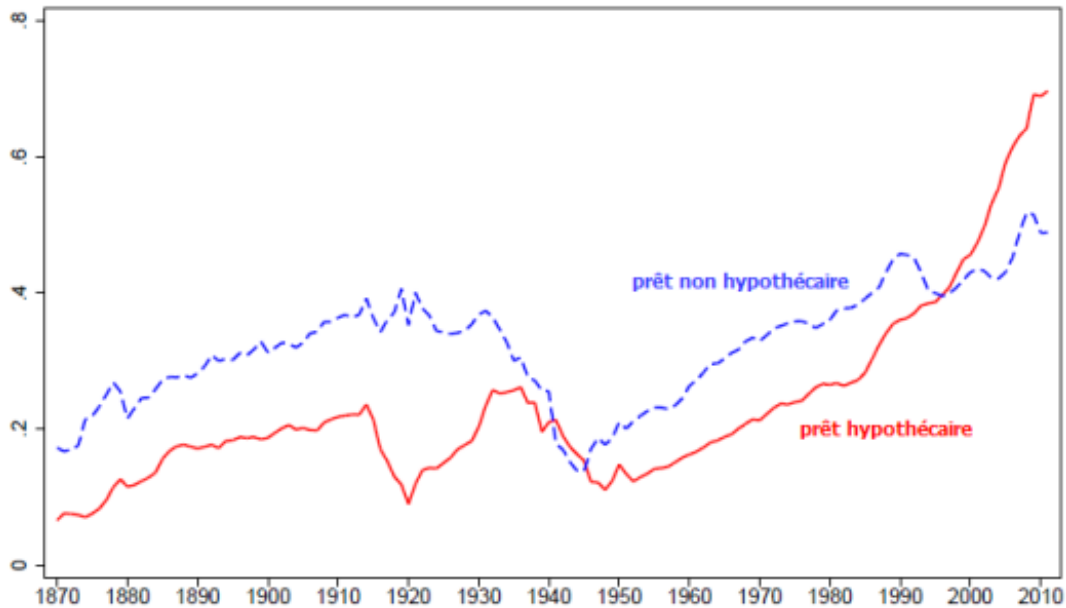
Les fréquences sont assez proches pour les pays dits développés et les pays en voie de développement. Les données recueillies par Alan Taylor sont basées sur une périodicité longue dans l'Histoire, et à travers les 4 continents, pour pouvoir avoir une signification suffisante, statistiquement et empiriquement parlant.

Sans détailler les éléments des longs travaux du professeur, ([Credit, Financial Stability and The Macromony](#)), et pour simplifier, il finit par constater que les crises financières ont été souvent précédées par un indicateur quasi constant : l'expansion exagérée du crédit. La corrélation empirique entre la distribution déraisonnable du crédit et la probabilité de survenance d'une crise financière a été mise en évidence sans que cela soit démontré : le crédit et, donc la dette et le surendettement associés, est un facteur parmi tant d'autres pour expliquer des phénomènes de risques en instabilité financière et en conséquence directe sur un retournement de l'activité économique.

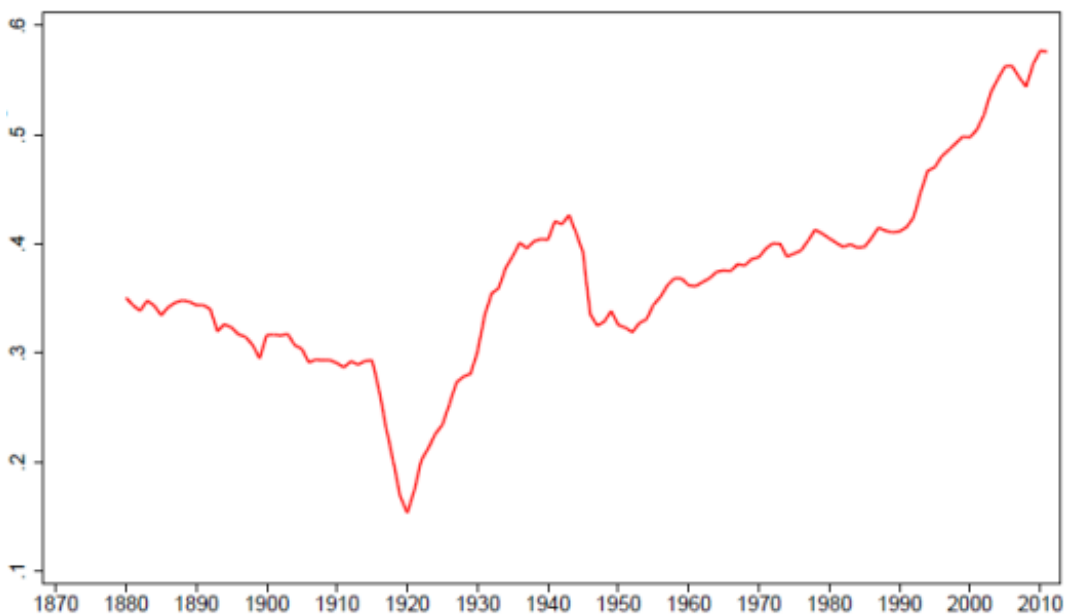
La crise des subprimes de 2008 est une illustration des dérives de la distribution de crédits hypothécaires (prêts immobiliers) à des ménages insolubles et surendettés.

Le crédit sert de marqueur ou de signal pour identifier éventuellement la survenance d'une crise financière

comme on pourrait identifier d'autres signaux fréquents (faillites, recrudescences d'arnaques et d'escroqueries comme le cas de Madoff symbolisant la création de bulles, le cumul de dettes publiques et privées ...).



Le ratio du crédit bancaire par rapport au PIB sur plus de 17 pays avancés depuis 1870.



La part des crédits immobiliers dans les crédits bancaires totaux. Le bilan des banques voit la part des prêts au logement fortement augmentée depuis 1870.

Les travaux en recherche économique de [Oscar Jordà et alii](#), [Alan.M.Taylor](#) et [Moritz Schularick](#) ont souligné, comme de nombreuses études d'ailleurs, la contribution et l'influence majeure du crédit dans les cycles économiques, dans l'amplification d'un risque en déstabilisation financière, dans l'amplification d'une récession économique et de l'activité, surtout après la Seconde Guerre Mondiale.

Les forces et les influences sous-jacentes qui structurent la hausse de la part de la finance dans l'économie ont un impact puissant sur les cycles des affaires et les crises comme ont essayé de le

constater les trois économistes dans cette note de recherche [〈The Great Mortgaging: Housing Finance, Crises, and Business Cycles Oscar Jordà et alii, Alan.M.Taylor et Moritz Schularick〉](#) .

Sur plus de 46 pays, après la deuxième guerre mondiale, les chercheurs [Boris Hofmann et Pavel Gertler](#) ont réalisé une publication détaillée mettant en relief la relation intrinsèque empirique entre une fréquence des crises financières et la croissance des crédits bancaires au cours d'un temps long avec une tendance haussière de ce lien intime, surtout pour les pays développés.

En 2002, les économistes [Lowe et Borio](#) ont souligné également, dans une note de recherche remarquée, un lien empirique, qu'on peut appeler faisceaux de constats (mais pas de preuves au sens mathématique et rigoureux du terme) , entre la recrudescence de crédit et l'instabilité financière avec une augmentation de la tendance parallèlement à l'évolution de la mondialisation des échanges et à la financiarisation de l'économie au cours du temps.

La finance comportementale et la biologie en toile de fond des explications des évolutions économiques et des crises ?

La perception de ces symptômes, de ces sentiments chatouille le conscient, le subconscient et l'inconscient des agents économiques entraînés par une valse addictive de flux informationnels financiers en temps réel aux effets directs et indirects sur leurs comportements incluant des concessions et contraintes évolutives de toutes sortes associées.

La biologie explique ces besoins et ces désirs incessants par la libération de trois molécules dans le corps humain aux effets neurologiques et psychologiques essentiels sur nos attitudes et prises de décisions de tous les jours :

- la molécule dopamine pour la récompense immédiate (bien-être...) ,
- la molécule cortisone pour la punition (stress, anxiété, angoisse) ,
- la molécule adrénaline pour l'excitation, le plaisir et une montée d'énergie positive stressante.

L'objectif, pour tout agent économique rationnel, et qui ne veut pas se faire du mal en ne pratiquant pas une forme de « sado-masochisme », sera d'essayer d'augmenter, au maximum (jusqu'à une borne raisonnable) , la production naturelle de dopamine et d'adrénaline pour se récompenser et d'essayer de réduire au maximum les sécrétions de cortisone pour éviter les punitions.

Chacun essaiera, en prenant le cas d'un [agent rationnel](#), à chaque instant, de décaler ou de différer la douleur/le mal-être/la souffrance et tentera de rapprocher, bien évidemment, le bien-être/le bonheur.

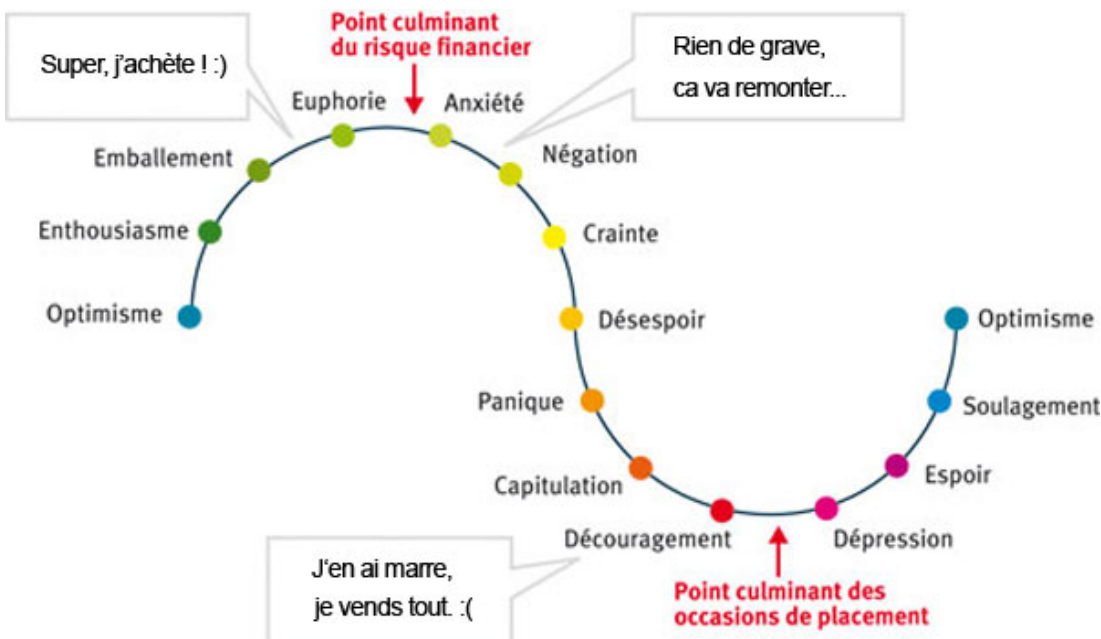
On peut illustrer, en un exemple, cet état naturel, concrètement, par la difficulté extrême des personnes physiques et morales à rembourser les dettes de toutes sortes. Le cumul des dettes est souvent lié à accepter immédiatement à satisfaire un besoin ou un désir et à refuser de payer tout de suite la douleur et à souhaiter décaler le remboursement sur la longue période (étaler la douloureuse le plus loin possible).

La finance comportementale fournit de nombreux cas empiriques connus par les investisseurs comme, par exemple, le célèbre effet de mimétisme ou effet moutonnier illustré par le graphique ci-dessous :

Psychologie des investisseurs



Effet moutonnier et mimétisme des investisseurs avec des conséquences graves en cas de crises et d'incertitudes (panique, défiance mais aussi bulle...).



Les biais cognitifs en bourse et en économie sont importants (stress, anxiété, panique, peur, optimisme, confiance, défiance...). ce schéma résume assez correctement et empiriquement les évolutions des sentiments/affects des agents économiques.

Dans le domaine de la finance et de l'économie, les biais cognitifs et le psychisme social jouent un rôle central dans les mécanismes décisionnels, que de nombreux acteurs de marché et hors marché négligent.

Il en découle une tendance humaine naturelle à vouloir tout, au maximum, ici et maintenant, pour assouvir nos besoins pratiques et nos instincts animaliers primitifs, en tenant à l'écart toutes les idées négatives, subjectives et abstraites allant à l'encontre de nos souhaits objectifs, rêves et espoirs de l'instant.

Un enclenchement d'une pensée dite de « déni autoréalisateur » apporte une garantie supplémentaire d'un sentiment de satisfaction immédiate ou de satisfaction immédiate.

Nos affects, incluant l'orgueil, la jalousie, l'égoïsme et la cupidité contribuent, en bonne partie, à nos choix libres, qu'ils soient économiques ou sociologiques. En recherche appliquée et fondamentale, des modélisations informatiques ont été mises en place dans le cadre du développement des branches de l'économie dite comportementale.

Notre fonction analytique d'anticipation intérieure s'en trouve ainsi neutralisée et devra trouver sa fonction réciproque d'équilibre à l'extérieur par l'intermédiaire de structures contraignantes imposant par la suggestion, la négociation, le respect de procédures strictes, la force ou la violence la prise en compte du réel et des autres (lois, règlements, organismes ad hoc, concurrence, conflits et litiges, centres d'arbitrages, guerres....).

L'excellent livre « Système 1/Système 2 : les deux vitesses de la pensée » du prix Nobel en économie, le professeur émérite à Princeton, [Daniei Kahneman](#), l'un des fondateurs de la nouvelle économie comportementale et reconnu comme un expert mondial en psychologie cognitive, décrit avec précision nos croyances à penser rationnellement et nos certitudes dans nos intuitions et analyses.

Daniei Kahneman montre et démontre au fil de son livre, avec des multiples exemples, expériences, analyses et études, nos capacités à s'illusionner, à penser que nos prises de décisions et nos jugements sont basés sur des raisonnements logiques solides.

Ce docteur en économie souligne les rapports puissants entre nos réflexes primitifs comme l'aversion au risque, la conservation de nos acquis supposés et la recherche du bonheur dans un contexte économique et financier.

Il établit que nos esprits, nos cerveaux, comme Janus, se subdivise en deux systèmes opposés et contradictoires qui cohabitent sous nos crânes :

1. Système 1 qui dispose des caractéristiques suivantes : émotionnel, intuitif, rapide. Il fonctionne en automatique sans que nous connaissions son existence et sans prendre conscience de son travail.
2. Système 2 qui dispose des caractéristiques suivantes : calculateur, lent, réfléchi qui maîtrise et contrôle le premier en s'activant uniquement pour des tâches précises en cognition qui exigent d'importants efforts mentaux.

En appliquant les préceptes du chercheur nobélisé à l'économie et à la finance, Daniel Kahneman, on comprend bien l'étendue des impacts des biais cognitifs et de nos attitudes irrationnelles sur les prises de décisions quotidiennes des décideurs quels qu'ils soient : fonctionnaires d'Etat, investisseurs, politiques, banquiers centraux, économistes, analystes, journalistes, traders, blogueurs....

Les rôles et les définitions des structures étatiques et extra-étatiques sont connus avec précision mais les interprétations humaines peuvent être élastiques à souhait en fonction de faisceaux d'intérêts individuels/collectifs, de nos biais cognitifs et de facteurs contraignants, plus ou moins réels.

Nos multitudes biais cognitifs s'appuieront sur la partie Système 1 de notre cerveau, du modèle de l'économiste Daniel Kahneman, pour privilégier des préférences en explications causales simples, rapides et arrangeantes plutôt que des explications longues, éprouvantes et dérangementes basées sur les statistiques chiffrées.

On pourrait citer des exemples et des illustrations à ne plus en finir mais restons simples en évoquant un cas de bon sens, celui d'un président de banque centrale.

Pourquoi le banquier central japonais de la Banque Centrale du Japon ne fera jamais une telle déclaration ? :

» Les statistiques et chiffres sont clairs : nous disposons d'une dette publique nationale de 12 500 milliards de dollars us représentant plus de 200 % le PIB annuel du pays. Nous avons un taux de croissance par an faible depuis des années. Un déficit public qui augmente. Les faits chiffrés sont incontestables. Nous n'avons pas d'autres choix, si nous souhaitons maintenir notre crédibilité et nos engagements nationaux et internationaux, que de réduire drastiquement les dépenses publiques, de lancer une cure d'austérité terrible, de liquider des actifs représentant au moins la moitié de la valeur de la

dette et donc d'appauvrir fortement la population le temps de rembourser. »

Malgré la clarté des statistiques sur l'économie du Japon sur une très longue période (depuis les années 80 le Japon s'embourbe dans une crise économique larvée), aucun banquier central japonais n'annoncera ce type de mesures, non pas pour un quelconque intérêt collectif mais, plus simplement, pour son intérêt personnel immédiat : il s'assurerait de se maintenir en poste alors qu'une éventuelle annonce et application d'un programme d'austérité sévère et réaliste sonnerait le glas d'une éviction rapide ou, à la limite, une gestion impopulaire, stressante d'incertitudes et d'instabilités. Pourquoi prendrait-il ce risque ? Il préférera reporter la communication de la douleur, la douleur et la gestion de la douleur aux suivants et ainsi de suite et ainsi stabiliser toutes les récompenses immédiates.

Cette situation classique du différé du remboursement de la dette, du report de la douleur s'explique principalement par nos biais cognitifs qu'on retrouve d'ailleurs aussi en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique, en Afrique et dans bien d'autres continents.

Pour juguler, contrôler et dompter nos dérives comportementales naturelles influant nos choix et décisions, les psychologues suggèrent, dans tous les domaines, la mise en place d'une discipline de fer, de process, de règles intangibles, de protocoles strictes et de procédures.

Certaines sociétés financières et non financières ont d'ailleurs recours à des systèmes d'information en aide à la décision comme des supercalculateurs ou des intelligences artificielles pour contenir nos intérêts personnels et les déviations comportementales de la nature humaine.

Ce qui explique aussi la frénésie de créations d'agences de régulation, de montagnes de législations nationales, d'une série de lois internationales, de l'établissement de logiciels d'aide à la décision et d'un millefeuille de structures gouvernementales et non-gouvernementales pour essayer de vérifier, de surveiller et de sanctionner le respect des règles, des normes et des méthodologies édictées.

Par exemple, la régulation de la Banque Centrale Européenne et de ses satellites est en constante construction en essayant de respecter un cumul de règles législatives adoptées dans la précipitation de la construction d'une alliance, appelée Union Européenne, déstabilisée par ses membres aux besoins différents, aux capacités divergentes et aux biais cognitifs virevoltant.

Stabiliser et homogénéiser une structure aussi complexe, diversifiée, et aux intérêts des membres souvent contradictoires, que l'alliance financière européenne exige rigueur, pragmatisme et réalisme : des néologismes qui restent à l'étape de la tendance sémantique et des souhaits.

Maintenant que les avions de la BCE et des autres banques centrales ont décollé et accéléré sans train d'atterrissage, sans trajet définitif et sans transpondeur, les passagers n'ont plus qu'à attendre bien calmement et profiter du spectacle au vol, sans anticipation prédictive et sans prévision à l'emporte-pièce dans un écosystème bien trop complexe et instable.

Les définitions à connaître :

- L'économie correspond à une activité de l'homme attachée à la production et à la consommation de biens et de services (incluant la distribution et les échanges des biens et services).
- Le PIB est l'acronyme de Produit Intérieur Brut qui représente un indicateur mesurant la richesse ou la valeur de tous les services et biens en production dans un pays donné et cours d'une année donnée.
- Une banque est une entreprise commerciale disposant d'une licence pour réaliser des dépôts d'argent, des prêts d'argent et autres moyens de paiement.
- Le taux de croissance correspond à une variation du PIB dans un laps de temps, généralement calculé d'une année à une autre année. Il permet de visualiser rapidement si un pays ou un groupe de pays a gagné en production et en richesse sur une période donnée ou s'il a perdu.
- La BCE signifie Banque Centrale Européenne qui est une institution en responsabilité pour gérer et piloter la politique monétaire et économique de l'Union Européenne. Cet organisme contrôle la monnaie Euro et surveille les banques par l'intermédiaire de nombreux mécanismes financiers comme la fixation des taux directeurs de la zone euro. Ces pouvoirs et attributions ont tendance à

augmenter au cours du temps depuis sa création en 1998. Les 3 instances de contrôle la composent- le Conseil des gouverneurs, le Conseil général, le Directoire- siègent à Francfort en Allemagne.

- La FED correspond à l'acronyme de Federal Reserve, qui est la banque centrale des Etats-Unis d'Amérique (USA). Tout comme son équivalente européenne, BCE, la FED gère et contrôle la politique monétaire et économique américaine autour de sa monnaie Dollar, devise de référence internationale. Elle s'occupe de la fixation des taux d'intérêts, notamment au jour le jour, qui détermine la création et la circulation de la masse monétaire. Plus le taux est bas, plus il y aura de monnaie en circulation (abondance->inflation) et inversement, plus le taux sera haut, moins il y aura d'argent en circulation (rareté->déflation). Son travail ou jeu sera de trouver un point d'équilibre pour éviter les pressions inflationnistes et déflationnistes.
- La dette correspond à une somme d'argent qui est due à une personne.
- Un crédit représente une somme d'argent prêtée par une personne appelée prêteur/créancier à une autre personne appelée emprunteur/débiteur. Ce service de crédit a souvent un prix appelé taux d'intérêt, qui peut être fixe ou variable au cours du temps de remboursement (période d'amortissement). Le crédit signifie aussi confiance, base primordiale de toute relation économique saine, sinon on évoque une défiance économique ou un climat des affaires défiants.
- La dette publique représente la somme de tous les crédits et les engagements financiers faits par l'Etat ou les organismes affiliés (communes, collectivités locales, entreprises publiques...) auprès d'autres agents économiques. La dette publique est souvent contractée par l'émission de titres obligataires sur les marchés (on dit obligations d'Etat).
- Le déficit public résulte du différentiel négatif entre les recettes et les dépenses de l'Etat sur une période donnée. En bref, les charges (dépenses en salaires des fonctionnaires, en aides sociales, en dépenses de santé, en investissements...) sont plus élevées que les recettes (essentiellement en fiscalité : impôts, taxes..), le plus souvent calculées sur une année.
- Un krach boursier correspond à un brusque effondrement des cours de titres financiers cotés sur les marchés (chute des actions et des valeurs mobilières en transactions). Il résulte souvent d'une explosion d'une bulle dite spéculative, qui est une spéculation excessive formée sur des actifs créant une valorisation extrême en décorrélant avec sa valeur vénale réelle.
- Les dépenses sociales représentent les dépenses en prestations et aides sociales comme les dépenses de santé, les allocations chômage, les pensions de vieillesse et d'handicaps...
- La masse monétaire correspond à des ensembles de techniques de paiement en libre circulation disposant la faculté de se convertir en liquidités.
- Une crise économique représente un violent retournement de l'économie.
- La microéconomie étudie les comportements individuels.
- La macroéconomie étudie les liens entre les agrégats économiques notamment entre le taux d'inflation, le taux de chômage, les taux d'intérêts, les revenus...
- La finance comportementale et l'économie comportementale (incluant la neuroéconomie) , deux composantes assez proches, analysent les phénomènes financiers et économiques sous le spectre de la psychologie. Tenant compte des travers et des biais des attitudes humaines comme le mimétisme, les réflexes pavloviens, les émotions et sentiments(haine, jalousie, peur, désir, rejet et admiration...) , les instructions auto-réalisatrices, les anomalies individuelles et collectives.... Ce pan entier en recherche fondamentale et appliquée est en plein développement étudiant des liens de causalité entre la nature humaine, les fondamentaux économiques, les tendances boursières et les crises (bulle, krach). Des sujets expérimentaux qui touchent au réel, aux non-dits, et aux choses intimes impropres restent à polémique lors des discussions.
- Un agent économique représente une personne morale ou une personne physique qui va réaliser une prise de décision dans le domaine de l'économie, généralement pour satisfaire un besoin comme un consommateur, une entreprise privée, une administration publique...

- Le taux d'intérêt correspond à un prix de l'argent qu'on prête ou qu'on emprunte (prix du service), utilisé par les banques et d'autres agents économiques pour commercer.
 - Un cycle économique correspond à une idée abstraite en économie consistant à subdiviser l'activité économique en phases de croissance, de crise, de décroissance (ou récession) et de reprise de croissance au cours d'un temps relativement long. On parle de fluctuations économiques au cours du temps, symbolisées par des variations de courbes sur des graphes dédiées.
-

1. **Quelques évaluations en chiffres et statistiques de dettes publiques par pays (chaque seconde le montant augmente ou baisse mais la tendance générale reste peu ou prou équivalente sur une longue période) :**

- 200 000 milliards de dollars de dette mondiale à plus de 290 % du PIB mondial ;
 - 10750 milliards de dollars de dette européenne publique à plus de 91 % du PIB européen ;
 - 2700 milliards de dollars de dette publique en France à plus de 98 % du PIB soit plus de 39 000 dollars par habitant à rembourser ;
 - 15 000 milliards de dollars de dette publique aux Etats-Unis d'Amérique à plus de 88 % du PIB ;
 - 12 500 milliards de dollars de dette publique au Japon à plus de 200 % du PIB ;
 - 300 milliards de dollars de dette publique en Grèce à plus de 152 % du PIB ;
 - 2200 milliards de dollars de dette publique en Allemagne à plus de 71 % du PIB ;
 - 290 milliards de dollars de dette publique en Egypte à plus de 90 % du PIB ;
 - 10 milliards de dollars de dette publique en Algérie à plus de 10 % du PIB ;
 - 32 milliards de dollars de dette publique au Maroc à plus de 64 % du PIB ;
 - 28 milliards de dollars de dette publique en Tunisie à plus de 55 % du PIB.
-

Voici un classement des pays africains subsahariens pour leur taux d'endettement en pourcentage du PIB fourni par les données statistiques du FMI, de la Banque Mondiale et mis en ligne par l'expert en contrôle des risques financiers et économiques Mays Mouissi :

Taux d'endettement des pays d'Afrique subsaharienne en 2016 (en % du PIB)			
Rang	Pays	PIB en milliards USD constant 2016	Dettes publiques en % du PIB
1	Érythrée	1,4	125,6%
2	Cap-Vert	1,4	121,7%
3	Gambie	0,9	96,9%
4	São Tomé-et-Principe	ND	91,9%
5	Mozambique	13	87,4%
6	Congo	10	78,8%
7	Ghana	23	74,1%
8	Malawi	5	73,0%
9	Angola	67	70,1%
10	Seychelles	ND	64,8%
11	Lesotho	2	61,4%
12	Togo	3	61,1%
13	République centrafricaine	0,6	58,5%
14	Maurice	10	58,3%
15	Zambie	18	57,9%
16	Sénégal	13	57,3%
17	Éthiopie	35	55,4%
18	Kenya	32	55,2%
19	Zimbabwe	8	55,0%
20	Sierra Leone	4	52,5%
21	Afrique du Sud	342	51,4%
22	Gabon	13	49,6%
23	Guinée Bissau	0,8	48,6%
24	Guinée	4	48,4%
25	Niger	6	46,9%
26	Libéria	2	45,0%
27	Tchad	12	43,1%
28	Tanzanie	33	42,4%
29	Rwanda	6	41,5%
30	Soudan du Sud	ND	40,5%
31	Bénin	7	39,5%
32	Burundi	2	39,5%
33	Madagascar	7	39,2%
34	Cameroun	25	38,0%
35	Ouganda	18	37,9%
36	Mali	8	35,2%
37	Côte d'Ivoire	28	33,0%
38	Burkina Faso	10	32,6%
39	Namibie	12	30,9%
40	Comores	0,5	29,2%
41	Guinée équatoriale	9	24,6%
42	Swaziland	3	20,1%
43	Congo, République démocratique	24	19,8%
44	Botswana	18	15,6%
45	Nigéria	212	13,3%

mays-mouissi.com

Le taux d'endettement des pays africains en % du PIB. La diversité des situations et de l'endettement des pays est criante. L'instabilité politique et sécuritaire associée à une gestion aléatoire des richesses nationales joue un frein vital dans le développement, même si des améliorations ont été réalisées dans certaines Nations comme le Nigéria, le Cameroun, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud qui disposent de positions géographiques et historiques plus avantageuses.

Voici un classement de la dette publique en devise dollar, euro et FCFA des pays africains subsahariens qui a été fourni par le FMI, la Banque Mondiale et mis en ligne par Mays Mouissi, spécialiste en contrôle des risques financiers et économiques :

Dette publique des pays d'Afrique subsaharienne en 2016				
Rang	Pays	Dette publique en milliards USD	Dette publique en milliards EUR	Dette publique en milliards FCFA
1	Afrique du Sud	175,8	158,4	103 894
2	Angola	47,2	42,5	27 883
3	Nigéria	28,3	25,5	16 705
4	Éthiopie	19,6	17,6	11 556
5	Kenya	17,8	16,1	10 533
6	Ghana	17,2	15,5	10 165
7	Tanzanie	13,9	12,6	8 239
8	Mozambique	11,7	10,6	6 935
9	Zambie	10,5	9,4	6 196
10	Cameroun	9,7	8,7	5 722
11	Côte d'Ivoire	9,2	8,3	5 433
12	Congo	7,9	7,1	4 644
13	Sénégal	7,2	6,5	4 248
14	Gabon	6,7	6,0	3 947
15	Ouganda	6,7	6,0	3 938
16	Maurice	5,5	5,0	3 279
17	Tchad	5,0	4,5	2 980
18	Congo, République démocratique	4,8	4,3	2 819
19	Zimbabwe	4,3	3,8	2 521
20	Namibie	3,7	3,3	2 188
21	Malawi	3,6	3,2	2 118
22	Burkina Faso	3,3	3,0	1 977
23	Niger	3,0	2,7	1 758
24	Mali	2,8	2,6	1 682
25	Bénin	2,7	2,5	1 625
26	Botswana	2,7	2,5	1 625
27	Madagascar	2,6	2,4	1 557
28	Rwanda	2,3	2,1	1 382
29	Sierra Leone	2,2	2,0	1 287
30	Guinée équatoriale	2,1	1,9	1 271
31	Togo	2,1	1,8	1 212
32	Guinée	1,8	1,6	1 081
33	Cap-Vert	1,8	1,6	1 039
34	Érythrée	1,7	1,5	1 004
35	Lesotho	1,4	1,2	805
36	Gambie	0,9	0,8	515
37	Libéria	0,8	0,7	458
38	Burundi	0,7	0,6	416
39	Swaziland	0,7	0,6	400
40	Guinée Bissau	0,4	0,3	216
41	République centrafricaine	0,3	0,3	207
42	Comores	0,1	0,1	85

mays-mouissi.com

La dette publique en dollar, en euro et en CFA des pays d'Afrique.

2. Quelques estimations surprenantes :

- 79 000 milliards de dollars est la valeur du PIB mondial (richesse) ;
- 1 % de la population mondiale détient 50 % de la richesse mondiale ;
- Avec 18 700 milliards de dollars, les Etats-Unis d'Amérique est le pays le plus riche du monde en PIB ;
- Avec 2500 milliards de dollars, la France est le 6ème pays le plus riche au monde en PIB ;
- Si l'on tient compte de la richesse par habitant, c'est le Luxembourg le pays le plus riche au monde

avec 106 800 dollars en PIB par habitant ;

- Le Burundi est le pays le plus pauvre au monde avec 315 dollars en PIB par habitant.

Conclusions

La financiarisation croissante de l'économie apporte à cette matière de nouvelles richesses et perspectives mises à la disposition d'une communauté humaine en pleine mutation et transformation à l'ère du tout numérique et d'une transparence sans cesse plus forte.

La donnée, l'information, le renseignement, la connaissance économique circulent à un taux de vitesse rarement connu dans l'Histoire mondiale, en prenant une place centrale dans le développement de nos sociétés et dans la gestion de notre argent.

La conjonction d'événements contradictoires et complexes apporte à l'économie un nouveau souffle inespéré.

La convergence de la donnée accessible et disponible à profusion et de la communication médiatique, où chacun est devenu un vecteur informationnel, accompagne les rapprochements en cours de différentes sciences : l'économie, la finance, les mathématiques, la psychologie, la communication et autres.

Ces faits engendrent des accélérations d'opportunités formidables mais aussi des stimulateurs de risques d'instabilité qu'on rêve de contenir et de contrôler.

On devra bien s'habituer à vivre une crise permanente structurelle, plus ou moins violente, qu'elle soit économique, sociale, climatique, sécuritaire ou financière pour s'adapter à ce nouvel environnement que nous avons créé de toute pièce, tout en notant que la croissance sera toujours au rendez-vous sur le long terme.

Les **analyses prédictives en économie et en finance seront justes si l'horizon étudiée est longue et diversifiée sur le plan spatio-temporel** (sur plusieurs pays et sur des périodes longues) et sur le plan des objets conceptuels observés (agrégats informationnels diversifiés comme les dettes, les taux, les déficits, l'évolution des marchés actions et obligations, les niveaux d'investissements et les allocations d'actifs....)

A court et moyen terme, aucun oracle et prophète ne pourront affirmer une chose comme vraie par le biais de raisonnements et d'études statistiques puisque les informations et les savoirs que nous disposons seront forcément incomplets.

La probabilité, les évaluations empiriques, le bon sens, la discipline et l'établissement de procédures strictes pour dompter nos biais cognitifs serviront de support apaisant, à défaut de mieux, pour construire une stratégie financière ou économique à moindre risque destinée à décider, à nos risques et périls, sur une base d'une série d'affirmations rationnelles, sur notre futur.

« Blogueur, journaliste, internaute, étudiant, professeur n'hésitez à piocher des données dans cette publication libre de droit de rachatducredit.com en nous citant ou en faisant un partage sur votre média. »

Rating: 10.0/10 (15 votes cast)

Rating: +15 (from 15 votes)

